

# Politique de l'eau: Tout est à réinventer

• Barrages et nappes phréatiques ne suffisent plus aux besoins

• Le salut provient du dessalement et du recyclage des eaux usées

LE spectre de la soif pointe à l'horizon. Au nord comme au sud du pays, plusieurs villes et centres urbains connaissent des perturbations d'approvisionnement en eau potable. A tel point que certaines villes comme Ouezzane et Ouarzazate ont dû manifester contre la soif. Or, si Ouarzazate est sujette au stress hydrique, Ouezzane est si proche du plus grand barrage du pays: Al Wahda. Et le projet d'alimentation en eau potable de la ville à partir de ce barrage remonte à 2008. Mais les résultats se font

toujours attendre. «De fait, 37 villes et centres sur les 681 agglomérations gérées par l'ONEE souffrent de perturbations de l'approvisionnement en eau potable», reconnaît Saâdeddine El Othmani.

Pour ce qui est des communes non couvertes par l'ONEE, des mesures pro-

voirs équipés de matériel de pompage.

En réponse à une question sur la stratégie gouvernementale de gestion de la rareté de l'eau, lors de la séance mensuelle à la Chambre des représentants, le chef du gouvernement a annoncé l'actualisation du Plan national de l'eau (PNE) (voir L'Economiste du

de la réutilisation des eaux usées, «pas moins de 325 millions de mètres cubes seront captés», promet El Othmani. A cet effet, il est prévu la réalisation de 28 stations d'épuration d'eau. Mais le salut proviendrait du dessalement d'eau de mer dont les projets seront généralisés à l'ensemble du territoire. «L'exemple du projet du Grand Agadir en eau potable qui doit permettre la mobilisation de 150.000 m<sup>3</sup>/jour sera ainsi dupliqué à d'autres régions», promet le chef du gouvernement.

La politique gouvernementale à moyen et long terme repose sur trois axes complémentaires.

Le premier tient au traitement structurel à travers la planification préventive et la programmation de projets visant à mobiliser les ressources hydriques afin de répondre aux besoins en eau sur le moyen et le long terme. C'est l'objectif du PNE et des plans directeurs d'aménagement intégré. Le dispositif sera accompagné par la poursuite des programmes d'économie d'eau d'irrigation. Le deuxième pilier est relatif à la gestion proactive et participative des réserves des barrages. Il s'agit d'impliquer toutes les parties prenantes pour être au fait des besoins des différents secteurs et d'en déterminer les priorités.

Le troisième axe s'articule quant à lui, autour des mesures d'urgence pour faire face à la pénurie d'eau en cas de sécheresse et de fortes chaleurs. C'est le même scénario qui prévaut pour certaines régions du Sud. □

A.G.

## Repères

■ Le disponible d'eau actuel atteint **750** m<sup>3</sup>/habitant contre **1.500** en l'an 2000 et **2.500** m<sup>3</sup>/habitant en 1980

■ **75** millions de mètres cubes, la perte annuelle du fait de l'envasement des barrages

■ **135** ouvrages d'une réserve théorique de **17,5** milliards de m<sup>3</sup>

■ **1,3** million de personnes ne bénéficient pas d'accès direct à la ressource

visoires ont été prises dans une trentaine d'entre elles, basées sur la mise en place de systèmes hydriques intégrés, tels le forage des puits et l'installation de résér-

26 juillet). Constat d'échec ou reconsidération des paramètres sur lesquels est basé ce plan? La réponse est fournie par la secrétaire d'Etat chargée de l'Eau. Selon Charafat Afilal, qui passait également devant la deuxième Chambre du Parlement sur la même question, «la mobilisation des ressources superficielles n'est plus suffisante». Les retenues des 130 barrages ainsi que les eaux souterraines ne permettent plus de faire face aux besoins des populations, de l'agriculture, du tourisme et de l'industrie. A ses yeux, la solution réside dans le dessalement de l'eau de mer et le recyclage des eaux usées. Deux axes sur lesquels le pays a pris beaucoup de retard. Rien qu'au niveau

## Ni eau, ni assainissement

**96%** des foyers ruraux accèdent à l'eau potable! Mais combien sont réellement raccordés? L'Office national de l'eau et de l'électricité ambitionne de porter la proportion à 98% à l'horizon 2020 via l'investissement de 4,6 milliards de DH. Un objectif que ne partagent pas les parlementaires de l'opposition. En cause, la rareté de l'eau qui s'aggrave dans plusieurs zones montagneuses. Ceci, sans occulter la dispersion des foyers et les terrains escarpés.

Aujourd'hui, 28% de la population rurale, soit 1,3 million de citoyens, n'ont pas l'accès direct à l'eau potable. Autrement dit, ils manquent aussi d'assainissement même à travers les fosses septiques. Le coût du raccordement s'avère onéreux pour l'écrasante majorité des ménages: 3.500 DH. De même, l'approvisionnement via les fontaines publiques est jugé cher par rapport au

pouvoir d'achat. Le mètre cube d'eau coûtant entre 6 et 10 DH, ce qui limite la consommation moyenne d'eau à 8,3 litres d'eau par jour, alors que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) préconise au moins 20 litres par jour.

Des disparités entre régions en termes d'accès à l'eau potable existent aussi. Et c'est la région Tanger-Tétouan-Al Hoceïma qui enregistre le taux le plus bas avec 82% d'accès à l'eau potable, soit 14% de moins que la moyenne nationale.

Des disparités entre les provinces sont également signalées. Si deux (Berrechid et Inezgane-Aït Melloul) n'ont pas le moindre problème, ce n'est pas le cas de sept provinces: Ifrane, Tantan, Figuig, Sefrou, Taounate, Taza et Moulay Yacoub dont la moitié de la population souffre du manque de raccordement. □

A.G.